

1826.
11 mai,
Winchelsea.

H. Powell à Wilmot Horton. La longue maladie de sa femme l'a empêché de se rendre au Canada pour y prendre possession des 800 acres de terre qui lui ont été concédées par Bathurst et qui devaient être voisines des 1,000 acres accordées à son fils, mais celui-ci est mort à Prescott en février dernier. Ses 1,000 acres doivent être confiées à des syndics pour le bénéfice de la veuve et des enfants; il demande que ses 800 acres soient également confiées à des syndics dans le même but. Il a envoyé des personnes cultiver sa terre et avait l'intention d'y aller lui-même, mais la mort de son fils et le mauvais état de sa propre santé l'en empêchent. Il prie d'avoir égard à son cas. Page 234

Inclus. Le certificat du D^r Adamson déclarant que Powell est incapable d'entreprendre le voyage au Canada. 237

12 mai,
Londres.

Rolph à Wilmot Horton. Le procureur général lui a montré l'ébauche d'une mesure pour faire disparaître l'incapacité qui frappe la législature en matière de naturalisation. Il suggère de ne pas poser aux Communes, comme c'était l'intention, les questions concernant les droits civils des habitants du Haut-Canada. 329

15 mai,
York.

J. B. Robinson au juge en chef Powell. Il envoie un rapport du débat à l'Assemblée au cours duquel son nom (à Powell) a été mentionné, et rétablit la nature de la discussion, qu'il croit avoir été mal rapportée. 291

15 mai,
York.

Le même à Wilmot Horton. Il parle de ces obligations envers le juge en chef Powell; les sentiments hostiles de ce dernier envers le lieutenant-gouverneur et lui-même. Quels que soient les griefs dont il a à se plaindre, ils devraient être l'objet d'une sérieuse enquête. 288

15 mai,
Winchelsea.

Powell à Wilmot Horton. Il a appris que Bathurst avait accédé à sa demande d'une concession de 800 acres, qui lui permettraient de pourvoir à l'établissement de ses plus jeunes enfants. L'année suivante il enverra quelques émigrants. 236

16 mai,
Stonehouse.

Hammil au même. Il demande d'être employé comme agent d'émigration, vu qu'il a déjà été chargé de faire le choix d'émigrants pour le Rio de la Plata. 185

17 mai,
Londres.

Greenwood, Cox & Co, au même. Ils demandent un certificat que Maitland vivait et agissait comme lieutenant-gouverneur du Haut-Canada du 1^{er} juillet au 31 décembre 1825. 83

17 mai,
Londres.

H. J. Boulton au même. La date de son départ pour le Canada approche. Comme il désire visiter ses parents, il demande si sa présence à Londres est nécessaire. Il lui serait reconnaissant d'avoir de lui une lettre qu'il pourrait montrer au gouvernement colonial et qui expliquerait de quelle manière il a été consulté et employé au Bureau colonial. 60

18 mai,
Londres.

Rolph au même. Il exprime sa satisfaction sur les progrès que fait le projet de loi de la législature provinciale sur la naturalisation. Il regrette que cette législature l'ait accusé lui et ses amis d'être mus par un esprit de sédition et de s'éloigner dans leur conduite du sentiment britannique. 511

18 mai,
Londres.

Strachan et Boulton au même. Ils font des commentaires sur une lettre de Barclay, le commissaire dans la question des frontières. Si on doit appliquer pour tout le Saint-Laurent les règles grâce auxquelles les Etats-Unis ont obtenu l'île Barnhardt et le principal chenal du Saint-Laurent, elles doivent être aussi dans le cas des îles Nebish. Ces règles doivent être annulées en ce qui regarde le Saint-Laurent, ou, si on les conserve, elles devraient dans le cas présent être rigidelement "mises en vigueur sans hésitation." Les véritables intérêts des deux nations seraient mieux servis si on leur laissait en commun, comme par le passé, l'île qui forme l'est du groupe des Nebish aussi bien que le chenal au sud de l'île Barnhardt. Il décrit la surprise de chaque homme intelligent en apprenant l'arrangement conclu au sujet du chenal du Saint-Laurent et de l'île Barnhardt. 530